ARRETE N° ………………………………………

**PORTANT REINTEGRATION ET RECRUTEMENT PAR MUTATION**

M/Mme …………………………………….......

**Logo Collectivité**

Grade ……………………………………………

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

*(Modèle mis à jour janvier 2025)*

*-Ce modèle est à utiliser lorsque la réintégration s’effectue pour cause de mutation-*

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret nº 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé et de présence parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration,

*(Le cas échéant)* *VU le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,*

VU le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003, modifié, relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales,

VU la délibération en date du …………….créant l’emploi de…………………..*(OU VU le tableau des effectifs de la collectivité ou l’établissement)*,

VU la déclaration de vacance d’emploi en date du ……………….publié sous le N°………….

VU l’arrêté en date du …… à effet du ……, fixant la dernière situation de M *(Mme)* ………, *(grade)* ……, au …… échelon, Indice Brut ……, Indice Majoré ….. , avec une ancienneté de ……,

CONSIDERANT que M *(Mme)* ……… est placé en disponibilité ……… *(préciser le motif de la disponibilité)* depuis le ……,

VU la demande écrite de réintégration en date du …… présentée par M *(Mme)* ……… à compter du ……,

VU le certificat médical attestant l’aptitude physique à l’emploi, *(Le cas échéant)*

VU la candidature de M*(Mme)*…………………………….. employé *(e)* en qualité de…………………. à ………………………………….*(collectivité d’origine),*

VU l’accord de Monsieur le Maire de …………….*(collectivité d’accueil),* relatif à la mutation de M *(Mme)*…………………………. à compter du …………..,

*(Le cas échéant) CONSIDERANT que la mutation intervient moins de 3 ans après sa titularisation,*

**ARRETE**

# ARTICLE 1 :

M *(Mme)* ……………… *(prénom, nom de jeune fille),* né*(e)* le …..…, est réintégré*(e)* après disponibilité, auprès de ……………., à compter du ................................., et nommée par voie de mutation en qualité de…….…….à temps complet *(ou à temps non complet de …/35ème)*.

# ARTICLE 2 :

A la date précitée, M *(Mme)* ……… est classé*(e)* ……… au …… échelon du grade de…………….., Indice Brut …, Indice Majoré …, *(avec le cas échéant, une ancienneté de ……)*.

# ARTICLE 3 :

*(Le cas échéant : Compte-tenu du fait que la mutation intervient moins de 3 ans après la titularisation, et en accord entre les collectivités, il sera versé à la collectivité d’origine…………..une indemnité dont les termes et le montant sont définis par convention en date du……)*

**ARTICLE 4***(OU LE CAS ECHEANT ARTICLE 3)***:**

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :